



La question ukrainienne

Les professeurs d'histoire-géographie peuvent être particulièrement interpellés par leurs élèves sur les événements d'Ukraine. La crise ukrainienne peut être abordée à différents points des programmes :

- En classe de troisième, dans le thème 2 du programme d'histoire « Le monde après 1945 », à la faveur du traitement de la question « Enjeux et conflits dans le monde après 1989 » ;
- En classe de première générale, dans le thème 2 du programme d'enseignement de spécialité histoire, géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP) « Analyser les dynamiques des puissances internationales », avec un jalon intitulé « Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un empire : la Russie depuis 1991 », ou dans le thème 3 de ce même programme « Etudier les divisions politiques du monde : les frontières » ;
- En classe de terminale générale, dans le thème 4 du programme d'histoire « Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits », avec les chapitres 1 « Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux » et 2 « La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question » ; dans le thème 3 du programme de géographie « L'Union européenne dans la mondialisation : des dynamiques complexes », qui permet d'aborder la question de la défense européenne et des « tensions externes » auxquelles l'UE peut être confrontée ;
- En classe de terminale générale, dans le thème 2 du programme d'HGGSP « Faire la guerre, faire la paix : formes de conflit et modes de résolution » ;
- En classe de terminale technologique, dans le thème 2 « Du monde bipolaire au monde multipolaire », avec la mise en avant de la question « Les relations entre les puissances après 1991 et les nouvelles formes de conflits ».

La présente ressource vise à remettre en perspective les enjeux du conflit présent, autour de la « question ukrainienne ». On aura ici un regard sur un pays dont l'indépendance est récente, mais dont la construction n'est pas artificielle si on la resitue dans le mouvement des nationalités ; une région du monde marquée par deux grands totalitarismes et par leur choc ; une république soviétique qui trouve son indépendance en 1991 sans cesser d'être ce pays des marges (son nom signifie « frontière » ou « marche »), où se croisent les influences de la Russie et du reste de l'Europe.

Plusieurs éléments importants sont à la source du **sentiment national ukrainien** :

- la langue ukrainienne, langue slave, celle des paysans de la Ruthénie, qui commence à être formalisée par une grammaire au XVIII^e siècle, qui est la matière de toute une littérature à partir du XIX^e siècle, et qui est celle de toute une presse au début du XX^e siècle. Elle est aujourd'hui la langue des deux tiers de la population de l'Ukraine, alors que l'est et le sud du pays sont majoritairement russophones (<https://www.revueconflits.com/crimee-europe-langue-russie-ukraine/>).
- Un mouvement s'inscrivant dans le mouvement des nationalités au XIX^e siècle, dont la figure emblématique est Taras Chevtchenko (1814-1861), héraut de la culture ukrainienne.
- Une affirmation contrariée : la région est d'abord principalement dominée à l'époque moderne par la « République des Deux Nations », union du royaume de la Pologne et du grand-duché de Lituanie, avec plusieurs soulèvements, puis, après les partages de la Pologne, par la Russie et l'Autriche (<https://www.franceculture.fr/emissions/serie/une-histoire-de-l-ukraine>, « Épisode 1 : XVII^e-XIX^e siècles : prémices de l'indépendance ukrainienne »).

L'Ukraine au cœur des déchirements du XX^e siècle

- La première indépendance (1917-1920), malgré la reconnaissance française et britannique de 1918, sombre dans une phase de guerres civiles, avec des factions soutenues par différents belligérants et des pogroms, avant que l'Ukraine ne soit prise dans les affrontements qui suivent la révolution bolchévique et ne connaisse la famine de 1921-1922. L'Ukraine est intégrée à l'Union soviétique de 1922, mais on s'y bat jusqu'en 1923.
- « Grenier à blé », marche de l'Union soviétique et pour cela région stratégique, la « République socialiste soviétique d'Ukraine » est la grande victime de la collectivisation des terres relancée par Staline : une famine y est volontairement organisée par l'État soviétique en 1932-1933, famine dont on estime qu'elle a fait 5 millions de morts. Les Ukrainiens l'appellent « Holodomor » (« extermination par la faim ») (<https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/ukraine-14>, « Épisode 2 : 1918-1933 : guerres civiles et grandes famines en Ukraine »).
- Enfin, c'est en Ukraine que commence la Shoah avec l'invasion par l'Allemagne nazie et les massacres des *Einsatzgruppen*, unités mobiles d'extermination – voir les analyses de Timothy Snyder, *Terres de sang*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Gallimard, 2012 (Bloodlands, New York, Basic Books, 2010, <https://www.cairn.info/revue-historique-2013-3-page-693.htm#no1> et <https://www.franceculture.fr/emissions/serie/une-histoire-de-l-ukraine>, « Épisode 3 : L'Ukraine dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale »).

L'Ukraine après 1945 et la seconde indépendance

- La politique soviétique concernant la culture ukrainienne est fluctuante, entre reconnaissance d'une certaine autonomie culturelle et volonté de russification.

- Nikita Khrouchtchev, qui avait exercé des responsabilités en Ukraine, décida en 1954, par décret, de rattacher la Crimée à l'Ukraine. Cette région est stratégique, puisque la base de la flotte de la Mer noire s'y trouve.
- En 1986, l'Ukraine est frappée par la catastrophe de Tchernobyl, plus grand accident nucléaire du XX^e siècle.
- Il y a en Ukraine dans les années 1970 un mouvement dissident, dont une partie vise à accroître l'autonomie plus qu'à l'indépendance, mais les choses évoluent à partir de 1989. L'indépendance de l'Ukraine, proclamée le 24 août 1991, est ratifiée par référendum le 1^{er} décembre 1991. Leonid Kravtchouk, président de la République socialiste soviétique d'Ukraine, signe avec le président de la République socialiste soviétique de Biélorussie et avec Boris Eltsine les accords de Minsk qui mettent fin à l'URSS et prévoient la mise en place d'une Communauté des États indépendants (pour l'ensemble de cette partie, voir <https://www.franceculture.fr/emissions/serie/une-histoire-de-l-ukraine>, « Épisode 4 : L'après Seconde Guerre mondiale en Ukraine »).

Des tensions qui demeurent après 1991

- L'État ukrainien est demeuré fragile, et connaît en particulier, comme nombre de pays issus de l'ancienne URSS, le problème de la corruption.
- L'Est russophone, avec la région industrielle et minière du Donbass, est l'objet des convoitises russes. La Russie dispose d'un fort moyen de pression économique sur l'Ukraine avec le transit par le pays d'une grande partie du gaz destiné aux pays de l'Union européenne.
- La Crimée, rattachée en 1954, conserve pour la Russie une importance stratégique majeure.
- Le personnel politique ukrainien et l'opinion sont divisés entre ceux qui veulent conserver des liens forts avec la Russie et ceux qui veulent se tourner vers l'Union européenne et vers l'OTAN.

« Révolution orange » (2004) et « révolution de février » (2014)

- Les élections présidentielles de 2004 voient s'affronter Viktor Iouchtchenko, candidat partisan d'un rapprochement avec l'Occident, et le Premier ministre Viktor Ianoukovitch, partisan d'un rapprochement avec la Russie. Les soutiens extérieurs, russe et américain, sont fort pour les deux camps ; Iouchtchenko, se méfiant de l'aspect autoritaire du régime, a choisi de faire une campagne avec une forte mobilisation du public. À l'issue d'une élection entachée de fraudes électorales, la victoire est officiellement attribuée à Ianoukovitch. Des manifestations ont lieu à Kiev (« révolution orange ») en faveur de Iouchtchenko. Après des négociations où interviennent l'Union européenne et la Pologne, le second tour de l'élection présidentielle est renouvelé et Viktor Iouchtchenko devient président d'une République plus parlementaire. Mais en 2010, c'est Ianoukovitch qui lui succède.
- Ce dernier entame à nouveau une politique de rapprochement avec la Russie et fait évoluer le régime dans un sens autoritaire. En novembre 2013, il refuse de signer un accord de libre-échange avec l'Union européenne dont les négociations

avaient commencé en 2007, et lui préfère un accord avec Russie. Cette décision entraîne de nouvelles fortes manifestations sur la place Maïdan à Kiev (« Euromaïdan »). L'agitation est violemment réprimée, et aboutit à la révolution de février 2014. Après plus de 80 morts, les gouvernements français, allemand et polonais négocient avec le président et l'opposition un accord de sortie de crise. Le 21 février 2014, le président annonce des élections anticipées et le retour à la constitution plus parlementaire de 2004, mais l'ordre ne se rétablit pas et il est destitué par le Parlement, hors du cadre légal prévu.

- La révolution de février 2014 n'est pas acceptée dans le sud-est russophone du pays, les tensions étant encore accrues par un projet de loi visant à retirer le statut officiel aux langues régionales. La Russie refuse également de reconnaître le nouveau régime.

La crise ouverte (depuis 2014)

- Il avait fallu un long temps de débats et de tensions, de 1991 à 1998, pour régler la question du statut de l'Ukraine, et une négociation en 2010 avec la Russie pour prolonger l'utilisation par celle-ci de la base navale de Sébastopol (Crimée), contre des rabais sur le gaz. Cela est mis à bas en 2014. Officiellement, il n'y a pas d'invasion russe de la Crimée ; dans les faits, le soulèvement est appuyé militairement par la Russie. L'indépendance est proclamée, puis, le 16 mars 2014, un référendum ad hoc décide le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie, malgré les protestations internationales. Pour la Russie, l'acceptation de fait de l'indépendance du Kosovo (2008) par la communauté internationale, lésant la Serbie, a montré que les puissances occidentales ne se sentaient pas elles-mêmes tenues par le principe d'intangibilité des frontières.
- Une stratégie de plus long terme prévaut dans l'est de l'Ukraine. Dans un premier temps, il n'y a pas officiellement d'intervention russe. Des « républiques autoproclamées » de Donetsk et de Lougansk se mettent en place dans le Donbass à la suite de la révolution de février 2014, militairement et politiquement soutenues par Moscou. Il faudra attendre février 2022 pour que le projet russe devienne explicite dans une attaque globale contre l'État ukrainien.
- En effet, si l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne est bien entré en vigueur en 2017, le pouvoir russe n'a jamais reconnu les autorités issues de la révolution de février 2014, comme en témoigne une radicalisation récente du discours autour des événements actuels, où l'on nie à la fois le sentiment national ukrainien et l'autonomie des dirigeants de l'Ukraine, que l'on présente comme des « nazis » (l'argument avait déjà été employé par Viktor Ianoukovitch pour stigmatiser ses opposants) afin de jouer sur la position des nationalistes ukrainiens pendant le second conflit mondial.
- Quand bien même le pouvoir russe présente sa stratégie comme purement défensive et comme réponse à des menaces qui pèsent sur lui, celle-ci s'inscrit dans un projet global de réaffirmation de puissance ([Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un Empire : la Russie depuis 1991 | EHNE](#)) et dans le cadre d'une réinterprétation nationaliste de l'histoire russe (voir l'article de l'EHNE <https://ehne.fr/fr/encyclopedie/th%C3%A9matiques/%C3%A9ducation-et-formation/manuels-scolaires-et-litt%C3%A9rature-de-jeunesse/entre-partenariat->

[et-confrontation%C2%A0-l%E2%80%99europe-dans-les-manuels-d%E2%80%99histoire-russe-et-sovi%C3%A9tique](#)), la prestation de Michel Elchaninoff à la Fondation Jean-Jaurès)

<https://www.youtube.com/watch?v=2flxKdXV1VU> et le dossier de « la vie des idées » sur « l'idée de Russie » <https://laviedesidees.fr/L-idee-de-Russie.html>.